



RAPPORT FINANCIER INTERMÉDIAIRE

30 SEPTEMBRE 2009

MDN INC.**ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIÈRE PAR LA DIRECTION****(POUR LA PÉRIODE TERMINÉE LE 30 SEPTEMBRE 2009)****PORTÉE DE L'ANALYSE FINANCIÈRE**

L'analyse qui suit doit se lire en parallèle avec les états financiers de MDN inc. (la «Société» ou «MDN») et les notes complémentaires afférentes pour les périodes de trois mois terminées le 30 septembre 2009 et 2008. Le lecteur doit aussi se reporter aux états financiers annuels vérifiés au 31 décembre 2008, y compris la section décrivant les risques et incertitudes. Les états financiers ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada («PCGR»).

INFORMATION ADDITIONNELLE ET DIVULGATION CONTINUE

Cette analyse de la situation financière par la direction a été préparée le 10 novembre 2009 et est conforme au règlement 51-102A des Autorités canadiennes en valeurs mobilières relatives à l'information continue. Cette analyse est un supplément aux états financiers intermédiaires non vérifiés de la Société pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2009, et vise à aider le lecteur à comprendre et à évaluer les tendances et les changements d'importance liés aux résultats et à la situation financière de la Société. Il présente le point de vue de la direction sur les activités courantes de la Société et sur ses résultats financiers courants et passés ainsi qu'un aperçu des activités à venir au cours des prochains mois. La Société divulgue régulièrement de l'information additionnelle par le dépôt de communiqués de presse et d'états financiers disponibles sur SEDAR (www.sedar.com) et sur le site web de la Société (www.mdn-mines.com).

NATURE DES ACTIVITÉS

Les activités de la Société consistent à acquérir, explorer et développer des propriétés minières. Dans le cadre de la réalisation de ses objectifs, la Société est susceptible de signer divers accords spécifiques à l'industrie minière, telle que l'achat et les options d'achat de propriétés d'exploration et des accords de partenariats. La Société, à titre de partenaire avec Pangea Goldfields Inc. («Pangea»), possède une participation de 30% dans la mine d'or Tulawaka. Elle détient de plus 28,75% des actions de la société Les Minéraux Crevier Inc. propriétaire d'une ressource de niobium et de tantale, conforme aux dispositions du Règlement 43-101, localisée au Lac St-Jean (Québec). Elle explore également d'autres propriétés minières et n'a pas encore déterminé si ces autres propriétés contiennent des actifs miniers économiquement viables.

Les autres propriétés dans lesquelles la Société détient des intérêts sont situées dans les régions suivantes :

Tanzanie, Afrique de l'Est : Tulawaka, Baraka, Kunga (Viyonza), Simba (Isambara), Msasa, Kinyongi et Ikungu totalisant 621 km²;

Québec : Des Méloizes dans la région de Normétal ; Le Tac, Lac Shortt, Lespérance, Clairry, Barlow-Est et Barlow-Ouest dans la région de Chibougamau ; Isle-Dieu et Lozeau dans la région de Matagami ; et Landrienne dans la région de Barraute.

FAITS SAILLANTS DU TROISIÈME TRIMESTRE 2009

- Revenus nets de 2 790 286 \$.
- Bénéfice net de 737 649 \$ ou 0,01 \$ par action, en tenant compte de la perte de change de 419 909 \$.
- Bénéfice avant impôts, intérêts et amortissement de 1 412 674 \$.
- Au 30 septembre 2009, MDN disposait de plus de 20 millions de dollars en liquidités, ce qui lui assure la continuité de ses opérations et projets d'investissements.
- La mine d'or Tulawaka, en Tanzanie, a produit 29 489 onces d'or à une teneur moyenne de 8,5 g/t d'or et un taux de récupération de 94,2 %. La participation de 30 % de MDN dans le projet Tulawaka résulte en une quote-part équivalente à 8 847 onces d'or.
- Les coûts totaux en liquidités pour produire une once d'or ont été de 375 \$US.
- La mine d'or Tulawaka a vendu 28 373 onces d'or sur le marché « spot » à un prix moyen de 948 \$US, pour un montant de 26,9M \$US. La quote-part de MDN (30 %) est de 8 512 onces d'or vendues ou 8,1 M \$US.
- Les programmes de forage sur les propriétés sous contrôle de MDN en Tanzanie ont démarré au cours du troisième trimestre, suivant l'annonce d'un budget minimal de 1,5 M\$, pouvant atteindre 3 M\$, selon les résultats obtenus. Treize trous de forage totalisant 2 837 mètres ont été effectués sur le projet Isambara.
- Sur le projet Ikungu, un levé géochimique de reconnaissance avec des lignes espacées de 800 m a été complété pour couvrir la propriété en entier. Un levé détaillé de type MMI (« Mobil Metal Ion ») a également été entrepris afin de mieux préciser les extensions des cibles de forage. Le projet Ikungu fait actuellement l'objet d'un programme de forage.
- À la mine d'or Tulawaka, des travaux de forage souterrain d'exploration totalisant 6 500 mètres ont été réalisés depuis le début de l'année afin d'augmenter et de découvrir de nouvelles ressources. Suite aux résultats encourageants, des forages additionnels sont en cours.
- Le projet de niobium et tantale, lequel est désormais connu sous la dénomination de Projet Anita, retiendra l'attention de MDN au cours des prochains mois, tant en termes de géologie, de métallurgie que de positionnement sur les marchés. À ce jour, 3,4 M\$ d'investissements ont été réalisés sur le projet Anita, incluant 1,1 M\$ pour l'avancement d'une étude d'opportunité (« scoping study »).
- Toutes les propriétés d'exploration au Québec ont fait l'objet d'une réévaluation afin de déterminer leur plein potentiel.
- Dans le cadre de son offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités, déposé le 24 mars 2009 à la Bourse de Toronto, MDN a procédé, au cours du troisième trimestre 2009, au rachat de 1 131 000 actions à un coût moyen de 0,57 \$ l'action pour un total de 646 572 \$.

ACTIVITÉS D'EXPLORATION

Tanzanie

MDN a annoncé un budget minimal de 1,5 M\$, pouvant aller jusqu'à 3 M\$ selon les résultats de forage, dans son programme d'exploration en Tanzanie, commençant en juillet et se terminant en décembre 2009.

- Une grande part de l'investissement est utilisée dans des programmes de forage sur les projets Isambara et Ikungu.
- Dans le secteur de la mine d'or Tulawaka, des travaux de forage (phase 1) d'environ 2 837 mètres (13 forages) ont été complétés sur le projet Isambara. La compilation et l'interprétation géologique de ces

travaux ont été complétées en octobre. Le projet Isambara est caractérisé par une anomalie de sol de 5 km de longueur, divisée en trois zones (Sud, Centre et Nord).

- Devant les excellents résultats des programmes d'échantillonnage détaillé de sol, réalisés avec succès en mars et avril 2009 dans la portion sud du projet Isambara, deux autres levés de type MMI (Mobil Metal Ion) ont été entrepris dans les secteurs Centre et Nord afin de définir de nouvelles cibles de forage qui seront testées dans un avenir rapproché.
- Sur le projet Ikungu, un levé géochimique de reconnaissance avec des lignes espacées de 800 m a été complété pour couvrir la propriété en entier. Un levé détaillé de type MMI a également été entrepris afin de mieux cibler les extensions des cibles de forage déjà identifiées. Le projet Ikungu fait actuellement l'objet d'un programme de forage.
- Dans le cadre de ses activités de développement minier, un budget substantiel visant à évaluer de nouveaux projets d'acquisition a été approuvé par le conseil d'administration, permettant ainsi de s'adjoindre, au gré des besoins, une équipe multidisciplinaire ayant toutes les compétences nécessaires à l'analyse et l'évaluation de tels projets.
- À la mine d'or Tulawaka, un partenariat MDN (30%) / Pangea Goldfields (70%), des travaux de plus de 6 500 mètres ont été réalisés depuis le début de l'année, principalement dans le cadre du développement souterrain de la mine. Des investissements additionnels ont été planifiés par l'Opérateur de la mine en fonction des résultats obtenus.
- Dans le contexte où la très grande majorité des permis d'exploration en Tanzanie est située à faible distance de la mine d'or Tulawaka et couvre une superficie de plus de 621 km², le travail de compilation et de mise à jour que la Société réalise, est d'une importance capitale pour l'orientation et la planification des travaux de forage présents et à venir.

Québec

- Les propriétés d'exploration minière détenues au Québec ont fait l'objet d'une analyse détaillée au cours des derniers mois. Une stratégie d'analyse et d'objectifs à atteindre a été mise en place afin de maximiser la valeur du portefeuille. Des travaux de cartographie ont été complétés sur les propriétés Le Tac et L'Espérance.
- L'acquisition du projet de niobium et tantale, lequel est désormais promu sous la dénomination de Projet Anita, retiendra l'attention de MDN de façon prioritaire au cours des prochains mois, tant en termes de géologie, de métallurgie que de positionnement sur les marchés.
- Les activités de forage au Québec, de même que le développement du projet Anita (niobium et tantale), ont fait l'objet d'une mise à jour qui doit être complétée avant la fin de l'exercice 2009.

Les informations techniques et scientifiques dans le présent rapport de la direction ont été revues par Marc Boisvert, ingénieur-géologue et vice-président Exploration, qui a agit à titre de personne qualifiée en conformité avec la norme canadienne 43-101.

PROJET ANITA

Le 21 octobre 2009, MDN a annoncé une mise à jour des analyses de marché et des progrès techniques réalisés sur le projet Anita, un projet avancé de métaux rares et stratégiques situé dans la région du Lac St-Jean, au Québec, et détenu à 100% par Les Minéraux Crevier inc. (« MCI »). MDN détient à ce jour 28,75% de MCI et s'est engagée à investir jusqu'à 13,5 millions \$, incluant 7,5 M\$ pour l'étude de faisabilité au cours des trois prochaines années et 6 M\$ afin d'en augmenter sa participation à hauteur de 75 %.

Faits saillants :

- Une équipe d'experts et de partenaires a été sélectionnée afin de mener à bien le projet Anita jusqu'à l'étape de production et de commercialisation de métaux stratégiques de premier rang.
- La direction explore une alternative qui permettrait d'exploiter le projet uniquement à partir d'une fosse à ciel ouvert sur une période de plus de 18 ans.
- Roskill Consulting Group, une firme indépendante, confirme que les conditions de marché devraient être favorables à l'arrivée du projet Anita comme nouveau producteur d'oxyde de niobium et d'oxyde de tantale.
- Un programme de forage vient d'être complété en vue d'améliorer la qualité de la ressource existante de 25,75 millions de tonnes.
- Un échantillonnage d'environ 70 tonnes de minerai est en cours d'exécution afin de mieux documenter les coûts de traitement et de raffinage du niobium et du tantale.

Depuis l'annonce du projet en avril 2009, une somme de plus de 3,4 M\$ a été investie par MDN. La firme d'ingénierie Met-Chem Canada a été mandatée pour effectuer une étude d'opportunité (« scoping study »). Se sont également jointes à l'étude et au développement du projet Anita, les firmes suivantes : SGS Geostat pour qualifier la ressource, Roskill Consulting Group pour l'étude de marché, Hatch et COREM pour la métallurgie et l'évaluation du procédé de traitement, Golder pour l'évaluation environnementale et Roche pour la localisation préliminaire des infrastructures minières, en conformité avec les lois environnementales.

S'ajoutent également Forages Mario-Rouillier pour le programme de définition de la ressource, ACTLAB pour l'analyse des échantillons, MIR Télédétection pour la production de cartes topographiques à partir d'images satellites et IOS Services Géoscientifiques pour la coordination du projet sur le terrain.

Les aspects économiques du projet

À ce jour, la direction de MDN évalue la possibilité d'exploiter la ressource à ciel ouvert sur une période de plus de 18 ans au lieu du plan de travail original qui prévoyait une opération de six ans à ciel ouvert et 12 ans en souterrain (communiqué de presse du 14 avril 2009).

Roskill Consulting Group (R.-U.), une société d'experts-conseils en métaux de renommée mondiale, s'est vu confier le mandat de mener une étude de marché sur le niobium et le tantale. La portée du mandat incluait l'évaluation des tendances de l'heure, l'établissement des prix et la consommation par différents secteurs d'activités. Les prévisions de Roskill quant aux prix amènent la direction à croire que nous pouvons nous attendre à un marché plus favorable et à de meilleurs prix en 2012-2013 lorsque le coup d'envoi de la production commerciale du projet aura été donné.

La production annuelle proposée pour l'instant sera d'environ 1,2 million de kg d'oxyde de niobium (Nb_2O_5) et 115 000 kg d'oxyde de tantale / sel de tantale ($\text{Ta}_2\text{O}_5 / \text{TaK}_2\text{F}_7$). Les prix estimés s'établissent à 45 \$US par kg de Nb_2O_5 et à 150 \$US par kg de $\text{Ta}_2\text{O}_5 / \text{TaK}_2\text{F}_7$.

À l'issue de leur étude, Roskill a émis le commentaire suivant :

Le projet possède de nombreux avantages évidents... Il renferme d'importantes ressources indiquées à une bonne teneur en niobium et en tantale. Le gisement est localisé dans une région possédant d'excellentes infrastructures pour son développement. Le projet dispose du financement requis, en plus d'être géré par une équipe de gestionnaires chevronnés dans les domaines de la production et de la commercialisation du niobium. Son entrée en production se fera dans des délais brefs et produira du tantale et du niobium au moment où les besoins du marché seront les plus manifestes. De l'avis de Roskill, avis qui a été confirmé pendant les entrevues de recherche, les chances de réussite du projet Anita sont très élevées. »

Les aspects techniques du projet

Un programme de forage au diamant totalisant 5 500 m a été réalisé afin d'amener une partie de la ressource de 25,75 millions de tonnes, de la catégorie indiquée à la catégorie mesurée. D'autres forages poursuivront l'exploration et viendront confirmer les intersections à teneurs élevées localisées au nord du gisement principal et qui avaient été recoupées par SOQUEM lors de la découverte du gisement au cours des années 1980. SGS Geostat sera mandatée pour procéder à la mise à jour de la ressource, en conformité avec la norme 43-101. Un premier rapport 43-101 réalisé par SGS Geostat et confirmant la ressource de niobium et de tantale a déjà été déposé sur SEDAR (www.sedar.com) le 25 mai 2009.

Quinze nouveaux claims miniers ont été ajoutés à la propriété afin de fournir l'espace requis pour la construction des infrastructures nécessaires à la mise en production du projet.

Des diagrammes préliminaires de production, particulièrement au niveau des procédés de flottation et de lixiviation, ont été réalisés et des évaluations métallurgiques additionnelles sont en cours d'exécution. Les devis des coûts d'exploitation et de dépenses en capital, dont les coûts d'exploitation liés au traitement, ceux liés au traitement des résidus, et ceux de l'eau, des routes et de l'électricité, sont en voie d'être complétés.

Accord d'exploitation avec IAMGOLD

Un accord préliminaire a été conclu avec IAMGOLD, le 3e plus important producteur de ferro-niobium à l'échelle mondiale, par le truchement de la mine Niobec, située à 190 km au sud-est du projet Anita. L'ensemble de la production d'oxyde de niobium pourrait, au besoin, être achetée par IAMGOLD pendant toute la durée de vie de la mine pour la production de ferro-niobium. IAMGOLD détient actuellement 37,5% de MCI.

Rareté de l'information

MDN et MCI font face à une rareté d'information concernant les coûts de traitement et de raffinage pour le niobium et le tantale. Il est donc impératif d'augmenter la précision des estimations des coûts de traitement et de raffinage par des tests plus volumétriques et détaillés afin de supporter lesdites estimations. Des essais métallurgiques de plus grands volumes sont présentement en cours d'exécution.

Les designs préliminaires de la fosse à ciel ouvert, de l'usine de flottation, du parc à résidus miniers et l'ensemble des infrastructures sont complétés. Seule l'évaluation des coûts du procédé de traitement du minerai ainsi que la ligne de transmission de 161 Kv restent à définir.

Étapes suivantes

Une étude de préfaisabilité doit commencer au cours de l'année 2010 pour permettre de compléter l'évaluation de tous les paramètres économiques du projet. L'étude de préfaisabilité peut ne pas donner les mêmes résultats mais, si les conclusions s'avèrent positives, la direction ciblera le début de la phase de construction en 2011, avec une production prévue en 2012-2013.

Autres faits importants

- Une demande sans cesse croissante pour les deux métaux se fait sentir à l'échelle mondiale, tandis qu'il n'existe qu'un nombre restreint de producteurs. La mise en production de la Ressource procurera au client des sources d'approvisionnement stables favorisant davantage le développement de produits finis et la demande globale du marché.
- La direction de MDN est d'avis qu'une valeur substantielle sera tirée de cet investissement, au fur et à mesure que la Ressource passera du statut d'investissement à l'étape de la construction d'une exploitation minière et de traitement de deux métaux considérés hautement stratégiques pour l'avenir du développement industriel mondial.
- L'investissement de MDN sur la période de trois ans doit être fait sur une base progressive, chaque avance devant être liée et appuyée par des preuves de la viabilité commerciale des travaux d'exploitation minière du niobium et du tantale. D'autres investissements serviront à financer l'étude de faisabilité, les autres dépenses d'exploration, s'il y a lieu, la conception et la planification des opérations à ciel ouvert ainsi que toutes les autres dépenses requises menant à la construction de la mine.
- MDN et MCI prévoient produire de l'oxyde de niobium (Nb_2O_5) et de l'oxyde de tantale / sel de tantale (Ta_2O_5 / TaK_2F_7) destinés à la vente sur divers marchés, surtout comme éléments d'amélioration de superalliages et aussi pour d'autres marchés. Le niobium est un additif faisant partie de la production de métaux de spécialité, qui est ajouté pour former un alliage plus solide et pour améliorer la résistance du métal à la corrosion. Un alliage de 2 % de niobium triple la capacité de résistance à la traction du métal, la faisant passer de 40 000 lb/po² (livre par pouce carré) à 120 000 lb/po². L'acier à alliage de niobium est utilisé dans la construction, les pipelines d'hydrocarbures, les pipelines de centrales nucléaires, dans l'industrie automobile et celle de l'aérospatiale.
- Le tantale est le métal ayant la capacité de rétention la plus élevée qui soit, c'est-à-dire la capacité de retenir et de relâcher instantanément une charge électrique. Cette qualité fait du tantale un élément essentiel à la plupart des dispositifs électroniques. Le tantale est un bon conducteur de chaleur et d'électricité, résiste à la corrosion par les acides, et a un point de fusion (~3 000 °C) très élevé. Sous forme de poudre de métal, le tantale sert principalement à la production de composants électroniques,

surtout les condensateurs au tantale, où sa capacité à former des pellicules d'oxyde stables permet de créer des composants hautement efficaces, hautement fiables et polyvalents du point de vue environnemental. Les condensateurs entrent dans la fabrication d'ordinateurs, de portables, de téléphones sans fil, d'appareils photos numériques, de téléavertisseurs, d'assistants numériques, de jeux portatifs, d'applications automobiles et bon nombre d'autres articles de l'industrie de l'électronique. Le tantale, qui est biocompatible, entre aussi dans la fabrication de matériaux destinés aux implants chez les humains.

- Le niobium et le tantale sont appelés à jouer un rôle de plus en plus grand, compte tenu de leurs propriétés uniques et aussi du fait que, pour les gouvernements – principalement les États-Unis – ils constituent des métaux stratégiques.

DÉVELOPPEMENT DES AFFAIRES

Au cours du troisième trimestre, les dirigeants de MDN ont effectué de nombreuses rencontres avec des actionnaires et des investisseurs potentiels, notamment des rencontres privées à Montréal, Toronto, Denver, Québec et Dar es Salaam.

Suite à l'acquisition du Projet Anita, les dirigeants de MDN ont également rencontré des analystes miniers à Montréal, Vancouver et à Toronto, en vue de mieux faire connaître les retombées potentielles du projet et d'établir des relations à long terme visant à assurer le suivi des travaux de développement.

La direction de MDN s'affaire sans cesse à analyser des projets prometteurs à fort potentiel de croissance qui répondent à ses critères d'investissements. Les projets ciblés sont analysés en fonction des forces de l'équipe de direction, de la qualité des actifs, des coûts et perspectives de croissance en respect du plan de développement stratégique de la Société. Afin de supporter ses activités de développement minier, un budget substantiel visant à évaluer de nouveaux projets d'acquisition a été approuvé par le conseil d'administration, permettant ainsi de s'adjoindre, au gré des besoins, une équipe multidisciplinaire ayant toutes les compétences nécessaires à l'analyse et l'évaluation de tels projets.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	2009	2008
Pour les trois mois terminés le 30 septembre 2009		
<i>(En milliers de dollars, sauf pour les montants par action)</i>		
Produits	2 790 \$	6 116 \$
Frais d'administration	1 061 \$	1 016 \$
Gain (perte) de change	(420)\$	33 \$
Bénéfice net (perte nette)	738 \$	5 133 \$
Bénéfice net (perte nette) par action de base et dilué	0,008 \$	0,056 \$
<hr/>		
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers)	94 939	91 580
<hr/>		

Résultats

Les produits se sont établis à 2 790 286 \$ pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2009 comparativement à 6 115 879 \$ durant la même période en 2008. Les produits sont principalement attribuables aux redevances provenant de l'exploitation de la mine d'or Tulawaka. Ces redevances se sont établies à 2 758 618 \$ pour 2008, comparativement à 6 020 566 \$ en 2008. La baisse des redevances de la mine est principalement attribuable au fait que la mine est maintenant en stade de développement souterrain comparativement à la même période en 2008 où la mine produisait à ciel ouvert depuis plusieurs années. Les autres produits reçus représentent les revenus d'intérêts provenant des différents placements de l'entreprise.

Les frais d'administration se sont établis à 1 060 706 \$ comparativement à 1 016 150 \$ en 2008. Les frais d'administration comprennent des frais de gestion de 125 917 \$ (152 987 \$ en 2008) représentant 3 % de l'ensemble des frais d'opérations du projet Tulawaka facturés par l'opérateur; des honoraires professionnels de 447 678 \$ (255 769 \$ en 2008), une augmentation principalement due au frais légaux, d'analyses et de promotion relatifs à la participation dans les Minéraux Crevier inc. (166 673 \$) ainsi qu' à l'embauche de conseillers pour le développement des affaires et l'analyse de projets et des charges salariales de 151 831 \$ (99 523 \$ en 2008) augmentation principalement attribuable au changement des termes de paiement des membres du conseil d'administration qui sont maintenant payés sur une base trimestrielle. Comme les montants distribués par la mine d'or Tulawaka sont maintenant enregistrés comme des redevances au niveau des produits, la Société enregistre des charges d'amortissement pour les frais d'exploration effectués avant l'ouverture de la mine; ce montant était de 107 586 \$ au cours du trimestre (290 526 \$ en 2008)

Les fluctuations de taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain ont causés pour l'entreprise une perte de change de 419 909 \$ pendant le trimestre contre un gain de 33 022 pendant la même période en 2008. Sans cette fluctuation négative, le bénéfice net de la période se terminant le 30 septembre 2009, aurait dépassé le million de dollars.

Bénéfice net

Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2009, la Société a enregistré un bénéfice net de 2 685 193 \$ ou 0,028\$ par action comparativement à un bénéfice net de 13 018 213\$ ou 0,144 \$ par action pour la même période en 2008.

La variation du bénéfice net s'explique principalement par la diminution des redevances reçues de la mine Tulawaka, détaillée dans l'évaluation des produits. Le gain net par action a été calculé selon le nombre moyen pondéré de 95 156 103 actions ordinaires en circulation au 30 septembre 2009, comparativement au nombre moyen pondéré de 90 452 133 actions ordinaires en circulation au 30 septembre 2008.

Résultats futurs

Les résultats futurs de la Société seront influencés principalement par le montant des revenus de participation encaissés par la Société provenant de l'exploitation de la mine d'or Tulawaka. De plus, les résultats futurs de la Société devraient bénéficier de la transition de stade développement de la mine au stade de mine souterraine.

Situation financière	<i>30 septembre</i> 2009	<i>31 décembre</i> 2008
<i>(En milliers de dollars)</i>		
Trésorerie, équivalents de trésorerie et dépôts à terme	19 382 \$	18 081 \$
Placements long terme	1 030 \$	1 019 \$
Total liquidités	20 412 \$	19 100 \$
Créances	3 829 \$	6 020 \$
Propriétés minières et frais d'explorations reportées	17 188 \$	15 965 \$
Investissement et dépôts sur acquisition dans les Minéraux Crevier	3 386 \$	0 \$
Total de l'actif	46 676 \$	44 928 \$
Capital-actions	60 710 \$	61 515 \$
Avoir des actionnaires	46 298 \$	44 356 \$

LIQUIDITÉS ET SITUATION FINANCIÈRE

Trésorerie, équivalents de trésorerie, dépôts à terme et obligations

Au 30 septembre 2009, les liquidités de la Société, constituées de l'encaisse, des placements à court terme et des obligations, s'élèvent à 20 412 805 \$ comparativement à 19 100 248 \$ au 31 décembre 2008. La variation des liquidités provient de l'encaissement des créances pour le paiement des redevances provenant de la mine Tulawaka.

Créances

Au 30 septembre 2009, les créances représentaient principalement le paiement des redevances à recevoir de la mine Tulawaka pour une valeur de 3 664 096\$, montant évalué par la Société basé sur les rapports financiers de Pangea Minerals, l'opérateur de la mine Tulawaka.

Propriétés minières

Durant la période de trois mois terminée le 30 septembre 2009, la Société n'a effectuée aucune transaction au niveau des propriétés minières.

Frais d'exploration reportés

Durant la période de trois mois terminée le 30 septembre 2009, la Société a déboursé 618 647 \$ en frais d'exploration reportés. De ce montant, 533 414 \$ ont été dépensés pour les propriétés Simba, Baraka, Msasa, Kunga et Ikungu en Tanzanie. Au 30 septembre 2009, les frais d'exploration reportés relativement aux propriétés minières étaient de 14 857 670 \$ comparativement à 13 725 184 \$ au 31 décembre 2008.

Investissement dans Les Minéraux Crevier

L'investissement se détaille en trois éléments distincts, soit 813 231 \$ pour l'acquisition de 28,75 % des actions catégorie A de l'entreprise, une débenture convertible de 1 500 000 \$ portant intérêt annuel de 2% dont l'échéance est en novembre 2015 ainsi qu'un dépôt sur acquisition de 1 072 500\$ représentant des frais d'exploration réalisés depuis le mois de juin 2009. La Société s'est engagée à dépenser 2 000 000 \$ en frais d'exploration d'ici le 31 mai 2010, lui donnant un droit d'acheter 10 % additionnel des actions catégorie A pour le montant de 1 000 000 \$.

Actif, avoir des actionnaires et liquidités

Le total de l'actif est de 46 675 534 \$ au 30 septembre 2009 par rapport à 44 928 045 \$ au 31 décembre 2008. La variation s'explique principalement par l'augmentation des frais d'exploration reportés ainsi que le placement dans Les Minéraux Crevier inc., partiellement réduit par la diminution de l'actif d'impôts futurs.

L'avoir des actionnaires était de 46 297 521 \$ au 30 septembre 2009 en comparaison avec 44 356 347 \$ au 31 décembre 2008, l'augmentation étant due au bénéfice net des neuf derniers mois.

Les liquidités de la Société à court et long terme sont disponibles pour le paiement des frais d'administration, le financement des activités d'exploration et pour soutenir le plan de croissance de la Société.

Capital-actions

Durant la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2009, la Société a procédé au rachat de 1 247 500 actions en conformité avec son offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités. Au 30 septembre 2009, le nombre d'actions en circulation était donc de 94 077 913.

Besoins de liquidités pour l'exercice financier en cours

La production d'or a débuté en mars 2005 à la mine Tulawaka. À partir de l'exploitation de la propriété minière et des liquidités disponibles selon l'entente de partenariat, la Société reçoit une quote-part de 30 %. Pour l'exercice financier en cours, soit du 1^{er} janvier au 31 décembre 2009, les besoins en liquidités de la Société pour ses opérations régulières sont évalués à 6 000 000 \$ approximativement et comprennent notamment les frais fixes et les dépenses d'exploration en Tanzanie ainsi qu'au Québec. De plus, l'investissement nécessaire dans Les Minéraux Crevier devrait se chiffrer approximativement à 2 000 000 \$ pour la même période. Sans même prendre en considération les revenus générés par les versements futurs des excédents en liquidités qui seront versés par la mine en 2009, la Société possède déjà dans ses actifs les liquidités requises pour combler ses besoins.

FACTEURS DE RISQUE

Le principal revenu de la Société provient de redevances générées par l'exploitation de la mine Tulawaka en Tanzanie, laquelle est en production depuis mars 2005 et dont la durée de vie demeure liée aux réserves aurifères exploitables. Les travaux d'exploration mis en place sur Tulawaka ont pour objectif de prolonger la durée de vie de la mine qui, en date du 30 septembre 2009, reste à définir par l'opérateur dans un contexte de développement souterrain.

À l'exception de son investissement dans Les Minéraux Crevier qui est au stade de l'évaluation, les autres propriétés minières détenues par la Société n'en sont qu'au stade de l'exploration. La rentabilité à long terme de la Société sera liée en partie aux coûts et au succès des programmes d'évaluation et d'exploration et de mises en valeur subséquentes, lesquelles pourront également être influencées par différents facteurs. Parmi ces facteurs, il faut considérer les attributs des gisements miniers éventuels, soit la qualité et la quantité des ressources, ainsi que les coûts de développement d'une infrastructure de production, les coûts de financement, la valeur marchande de l'or et la nature compétitive de l'industrie.

Des investissements importants sont nécessaires pour mener à terme les programmes d'évaluation et d'exploration et de développement de réserves. S'il y avait absence de flux de trésorerie générés par une exploitation minière, la Société dépendrait des marchés de capitaux pour financer ses activités d'exploration et de développement. Dans ce contexte, les conditions de marché et autres événements imprévisibles pourraient avoir un impact sur la capacité de la Société à obtenir les fonds requis à son développement.

Cours des minéraux

Des facteurs indépendants de la volonté des dirigeants de la Société peuvent influencer sur la valeur marchande de l'or, des métaux de base ou de tout autre minéral découvert. Les cours des ressources ont fluctué considérablement, particulièrement durant les dernières années. Les répercussions de ces facteurs ne peuvent être prévues avec précision.

Risques non assurés

La Société peut devenir assujettie à la responsabilité découlant des phénomènes naturels, de la pollution ou d'autres risques contre lesquels elle ne peut s'assurer ou choisit de ne pas le faire en raison du coût élevé des primes ou pour d'autres motifs. Le paiement d'indemnités découlant de ces responsabilités diminuerait ou pourrait éliminer les fonds disponibles pour les activités d'exploration et d'extraction. De plus, comme la Société fait affaires avec des pays étrangers, elle doit se soumettre aux autorités et politiques gouvernementales de ceux-ci.

Opérations entre apparentés

La Société n'a réalisé aucune opération entre apparentés pendant le troisième trimestre 2009, tout comme lors du troisième trimestre 2008.

Instruments financiers

Juste valeur

Les justes valeurs de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, du dépôt à terme, des créances et des comptes fournisseurs et charges à payer correspondent approximativement à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme.

POLITIQUE DE DIVIDENDE

Depuis la date de sa constitution, la Société n'a déclaré ni versé aucun dividende sur ses actions ordinaires. Toute décision de verser des dividendes aux détenteurs d'actions ordinaires de la Société sera prise par le conseil d'administration selon son évaluation de la situation financière de la Société, tout en tenant compte des besoins de financement pour assurer sa croissance future et d'autres facteurs que le conseil d'administration pourrait juger pertinents dans les circonstances.

CONVERGENCE IFRS

En avril 2008, l'ICCA a publié un exposé-sondage qui exige la transition aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») à titre de lignes directrices en vue du remplacement des PCGR du Canada tels qu'ils sont actuellement employés par les entités canadiennes ayant une obligation publique de rendre des comptes. La transition aura lieu au plus tard pour les exercices débutant à compter du 1er janvier 2011. Par conséquent, la société prévoit que les états financiers intermédiaires pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2011 et les états financiers annuels pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011 seront les premiers qu'elle présentera conformément aux IFRS. Les IFRS reposent sur un cadre conceptuel semblable à celui des PCGR du Canada, mais il y a d'importantes différences quant aux exigences en matière de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information à fournir.

Équipe

L'équipe de convergence de la Société sera dirigée par le chef de la direction des finances qui est membre de l'Ordre des comptables en management accrédités du Québec. Le président ainsi que le comité de vérification seront informés des progrès accomplis tout au long du processus.

Formation

À l'automne 2008, le chef de la direction des finances a participé à des ateliers de formation donnée par l'équipe IFRS d'un bureau de comptables agréés. En juin 2009, le chef de la direction des finances a participé à un cours de formation donné par l'ICCA sur l'impact des IFRS au niveau des compagnies minières. Étant donné que les IFRS sont appelées à changer d'ici 2011, d'autres cours de formation seront suivis pour tenir compte des changements qui pourraient affecter la Société.

Conventions comptables affectées

L'analyse détaillée des conventions comptables affectées par la convergence IFRS devrait être complétée tout au long de l'année 2009. En général, beaucoup d'efforts devront être mis sur la présentation des états financiers puisque les IFRS demandent plus de divulgations.

La liste qui suit répertorie les principaux domaines où les modifications de conventions comptables devraient avoir une incidence sur les états financiers de la Société. Cette liste ne devrait pas être considérée comme une liste exhaustive des modifications qui découleront de la conversion aux IFRS. Elle vise à mettre en relief les domaines que la Société juge les plus importants ; toutefois, l'analyse des modifications n'est pas terminée et le choix de conventions comptables en vertu des IFRS, le cas échéant, n'a pas été arrêté. Les organismes de réglementation qui promulguent les PCGR du Canada et les IFRS mènent d'importants projets sur une base continue, lesquels pourraient avoir une incidence sur les différences finales entre les PCGR du Canada et les IFRS, ainsi que sur leurs répercussions sur les états financiers de la Société au cours des années à venir. La liste qui suit porte sur les normes qui existent en fonction des actuels PCGR du Canada et IFRS. Pour le moment, la Société n'est toutefois pas en mesure de quantifier de façon fiable l'incidence prévue de ces différences sur ses états financiers. Les normes sont les suivantes:

Adoption initiale (IFRS 1)

L'IFRS 1 donne des directives sur l'approche générale à prendre lorsque les IFRS sont adoptés pour la première fois. Le principe fondamental de l'IFRS 1 est l'application rétrospective des IFRS valides à la date de l'adoption initiale. IFRS 1 réalise qu'une pleine application rétrospective peut ne pas être possible ou appropriée dans toutes les situations et prescrit:

- des exemptions à certains aspects spécifiques de certains IFRS dans la préparation du bilan d'ouverture ; et
- des exemptions obligatoires dans l'application rétrospective de certains IFRS.

De plus, afin de s'assurer que les états financiers contiennent de l'information de haute qualité qui est transparente aux utilisateurs, IFRS 1 contient des obligations de divulgation pour mettre en évidence les changements faits aux états financiers suite à la convergence IFRS.

Dépréciation (IAS 36)

IFRS requiert un test de dépréciation en une étape (le test de dépréciation est fait en utilisant les flux de trésorerie actualisés) plutôt que celui en deux étapes selon les PCGR canadiens (qui utilise les flux de trésorerie non actualisés comme indicateur pour identifier une dépréciation potentielle).

IFRS requiert le renversement des pertes de dépréciation (sauf pour l'achalandage) là où les conditions adverses présentes antérieurement ont changé ; ceci n'est pas permis selon les PCGR canadien.

Le test de dépréciation devrait être fait au niveau de l'actif pour les actifs à long terme ou les actifs incorporels. Là où les valeurs recouvrables ne peuvent être estimées au niveau de l'actif individuel, elles doivent être estimées au niveau de l'unité génératrice de trésoreries (« UGT »).

Paiement fondé sur des actions (IFRS 2)

IFRS requiert que les extinctions prévues soient prises en compte dans la comptabilisation du coût de rémunération à base d'actions lors de l'octroi plutôt que de reconnaître les extinctions lorsqu'elles surviennent.

Lorsque l'acquisition est graduelle, IFRS requiert que chaque tranche de l'octroi soit évaluée et comptabilisée séparément, car chaque tranche a une période d'acquisition différente et ainsi la juste valeur de chacune d'elle sera différente.

Actifs miniers, exploration et évaluation des coûts (IFRS 6)

Selon IFRS, la Société a l'obligation de développer une convention comptable afin d'identifier spécifiquement et invariablement quelles dépenses d'activités d'exploration et d'évaluation seront comptabilisées comme actifs. Contrairement aux IFRS, les PCGR canadiens indiquent que les coûts d'exploration peuvent être initialement capitalisés si la Société considère que ces coûts ont les mêmes caractéristiques que des immobilisations corporelles.

Les actifs d'exploration et d'évaluation doivent être classés comme corporels ou incorporels selon la nature des actifs acquis.

Immobilisations (IAS 16, IFRIC 1)

Selon IFRS, la Société peut choisir le modèle du coût ou de la réévaluation. Les PCGR canadiens comptabilisent les immobilisations selon le modèle du coût. La Société ne choisira pas le modèle de la réévaluation du aux difficultés et aux efforts nécessaires afin de déterminer la juste valeur.

Selon IFRS, chaque composante ou partie d'une immobilisation dont le coût est significatif par rapport au coût total de cette immobilisation doit être amortie séparément. On retrouve une exigence semblable au Canada cependant les PCGR canadiens précisent que la ventilation est réalisée lorsqu'il est raisonnablement possible de le faire, et conséquemment la pratique courante consiste à ne pas mettre en œuvre la ventilation des composantes importantes. IFRS peut faire en sorte que plus de détails seront nécessaires pour maintenir le sous registre des immobilisations. IFRS exige que la méthode d'amortissement et la durée de vie de l'immobilisation soient revues annuellement. Les PCGR ont la même exigence, mais sur une base périodique.

Systèmes d'information

Le processus comptable de la Société est simple puisqu'elle est une compagnie au stade d'exploration. La Société devrait être en mesure d'opérer ses systèmes comptables sous les IFRS puisqu'aucun défi important n'est entrevu. Cependant, certains tableurs Excel devront être adaptés afin de supporter les changements nécessaires suite à la convergence.

La Société doit encore établir si de l'information historique devra être régénérée afin d'être conforme aux choix qui auront été faits en vertu d'IFRS 1.

Étant donné que la Société va faire sa comptabilité selon les PCGR canadiens en 2010, il n'a pas encore été déterminé comment l'information sera générée en parallèle selon les IFRS pour qu'en 2011, les comparables soient disponibles. Une fois que l'étendue des ajustements de conversion sera connue, des processus seront mis en place en janvier 2010 afin de générer la double comptabilité.

Contrôles internes

Les dirigeants signataires de la Société ont la responsabilité de s'assurer qu'il existe des processus leur permettant d'avoir les connaissances nécessaires à l'appui des déclarations faites dans les attestations, plus spécifiquement que les documents déposés sur SEDAR sont fiables. Les dirigeants vont s'assurer qu'une fois le processus de convergence complété, ils pourront encore signer leur attestation.

Impact sur les activités commerciales

Les processus d'affaires de la Société sont simples et aucun défi important n'est prévu pour opérer selon les IFRS. La Société n'a pas de dette ni d'obligation de capital. La Société ne prévoit pas que les IFRS vont changer ces processus lorsqu'elle complète des placements privés accreditifs. La Société n'a pas de plan de rémunération qui sera affecté par les IFRS. Le régime d'options d'achat d'actions n'est pas affecté par des ratios ou objectifs financiers.

Les processus d'affaires seront mis sous surveillance durant 2009 afin de détecter des impacts non identifiés lors de notre diagnostic initial.

(s) Paul-A. Girard

Président et Chef de la direction

(s) Yves Therrien, CMA

Vice-Président, Finances

Montréal, Canada
Le 5 novembre 2009

SOMMAIRES FINANCIERS

Les tableaux ci-dessous donnent un sommaire des principaux éléments financiers des trois derniers exercices financiers et des huit derniers trimestres.

POUR LES TROIS DERNIERS EXERCICES FINANCIERS

	2009	2008	2007
	<i>9 mois</i>	<i>12 mois</i>	<i>12 mois</i>
Produits totaux	7 555 170 \$	27 256 716 \$	1 570 637 \$
Bénéfice net (perte nette)	2 685 193 \$	22 127 336 \$	(11 405 625) \$
Bénéfice net (perte nette) par action	0,028 \$	0,241 \$	(0,138) \$
Frais d'exploration	1 262 900 \$	3 979 794 \$	3 166 210 \$
Créances	3 828 912 \$	6 019 795 \$	335 650 \$
Actif total	46 675 534 \$	44 928 045 \$	30 768 074 \$
Avoir des actionnaires			
Total	46 297 521 \$	44 356 347 \$	22 597 080 \$
Par action	0,49 \$	0,47 \$	0,25 \$

POUR LES HUIT DERNIERS TRIMESTRES

	2009		
	<i>1^{er} trimestre</i>	<i>2^e trimestre</i>	<i>3^e trimestre</i>
Produits totaux	1 915 619 \$	2 849 265 \$	2 790 286 \$
Bénéfice net	794 214 \$	1 153 330 \$	737 649 \$
Bénéfice net par action	0,008 \$	0,012 \$	0,008 \$

	2008			
	<i>1^{er} trimestre</i>	<i>2^e trimestre</i>	<i>3^e trimestre</i>	<i>4^e trimestre</i>
Produits totaux	6 751 819 \$	8 385 228 \$	6 115 879 \$	6 003 790 \$
Bénéfice net	1 563 057 \$	6 322 404 \$	5 132 751 \$	9 109 124 \$
Bénéfice net par action	0,017 \$	0,073 \$	0,056 \$	0,095 \$

	2007
	<i>4^e trimestre</i>
Produits totaux	273 575 \$
Perte nette	3 237 463 \$
Perte nette par action	0,036 \$

Note : Le premier et le deuxième trimestre de 2008 ont été modifiés pour prendre en considération la charge d'amortissement des frais d'exploration reportés attribuables aux travaux d'exploration effectués avant l'exploitation minière de la propriété sur laquelle la Société reçoit des redevances.

MDN inc.
Rapport financier intermédiaire
30 septembre 2009

Résultats et résultats étendus consolidés	1
Déficit consolidé	2
Surplus d'apport pour attributions à base d'actions consolidés	2
Bilans consolidés	3
Flux de trésorerie consolidés	4
Notes afférentes aux états financiers consolidés	5

Résultats et résultats étendus consolidés (non vérifiés)

	<i>Trois mois terminés les</i> 30 septembre		<i>Neuf mois terminés les</i> 30 septembre	
	2009	2008	2009	2008
Produits				
Redevances provenant de l'exploitation d'une propriété minière	2 758 618 \$	6 020 566 \$	7 470 812 \$	20 921 731 \$
Intérêts	<u>31 668</u>	<u>95 313</u>	<u>84 358</u>	<u>331 195</u>
	<u>2 790 286</u>	<u>6 115 879</u>	<u>7 555 170</u>	<u>21 252 926</u>
Frais d'administration				
Honoraires professionnels	447 678	255 769	993 577	616 303
Salaires et charges sociales	151 831	99 523	519 012	447 241
Frais de transfert	3 596	22 737	70 967	59 563
Frais de voyages	102 151	105 326	271 873	249 007
Loyer	24 611	22 574	72 244	67 894
Frais de bureau	12 095	9 142	72 100	38 059
Frais de promotion	25 233	29 695	42 561	76 591
Rapports aux actionnaires	15 368	4 030	30 758	14 656
Assurances, taxes et permis	31 016	8 768	44 034	44 382
Télécommunications	6 189	10 751	26 155	25 765
Frais de gestion	125 917	152 987	329 438	428 171
Intérêts sur la dette à long terme	-	-	-	314 964
Développement de projets	2 344	-	28 788	-
Frais de banque et permis	3 312	2 270	7 338	7 489
Amortissement des immobilisations	<u>109 365</u>	<u>292 578</u>	<u>296 697</u>	<u>877 826</u>
	<u>1 060 706</u>	<u>1 016 150</u>	<u>2 805 542</u>	<u>3 267 911</u>
Bénéfice avant les postes suivants	<u>1 729 580</u>	<u>5 099 729</u>	<u>4 749 628</u>	<u>17 985 015</u>
Autres charges (produits)				
Variation de la juste valeur d'un actif financier dé tenu à des fins de transactions	6 362	-	6 362	-
Redevance sur le prix de l'or	-	-	-	4 928 474
Perte (gain) de change	419 909	(33 022)	336 142	38 328
Participation dans les résultats d'une société satellite	6 460	-	11 769	-
Radiation de propriétés minières et de frais d'exploration	-	-	73 562	-
	<u>432 731</u>	<u>(33 022)</u>	<u>427 835</u>	<u>4 966 802</u>
Bénéfice avant les impôts sur le bénéfice	<u>1 296 849</u>	<u>5 132 751</u>	<u>4 321 793</u>	<u>13 018 213</u>
Impôts sur le bénéfice				
Exigibles	443 000	1 613 000	1 403 885	4 106 000
Recouvrables suite au report de pertes d'exercices antérieurs	(443 000)	(1 613 000)	(1 403 885)	(4 106 000)
Futurs	-	-	-	-
Utilisation de reports prospectifs de pertes	443 000	-	1 403 885	-
Variations des écarts temporaires et autres	116 200	-	232 715	-
	<u>559 200</u>	<u>-</u>	<u>1 636 600</u>	<u>-</u>
Bénéfice net et résultats étendus	<u>737 649 \$</u>	<u>5 132 751 \$</u>	<u>2 685 193 \$</u>	<u>13 018 213 \$</u>
Bénéfice net par action de base et diluée	<u>0,008 \$</u>	<u>0,056 \$</u>	<u>0,028 \$</u>	<u>0,144 \$</u>
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers)				
	<u>94 939</u>	<u>91 580</u>	<u>95 156</u>	<u>90 452</u>

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés

Déficit consolidé (non vérifié)

	<i>Trois mois terminés les</i> 30 septembre		<i>Neuf mois terminés les</i> 30 septembre	
	2009	2008	2009	2008
Solde au début de la période	21 408 459 \$	36 857 566 \$	23 334 051 \$	44 728 217 \$
Bénéfice net	(737 649)	(5 132 751)	(2 685 193)	(13 018 213)
Excédent du capital déclaré des actions rachetées sur la contrepartie versée	(83 000)	-	(73 000)	-
Frais d'émission d'actions	-	683 834	11 952	698 645
Solde à la fin de la période	20 587 810 \$	32 408 649 \$	20 587 810 \$	32 408 649 \$

Surplus d'apport pour attributions à base d'actions consolidés (non vérifiés)

	<i>Trois mois terminés les</i> 30 septembre		<i>Neuf mois terminés les</i> 30 septembre	
	2009	2008	2009	2008
Solde au début de la période	6 135 447 \$	2 416 453 \$	6 135 447 \$	2 535 129 \$
Attribution de la période	-	-	-	14 811
Options exercées	-	(88 350)	-	(221 837)
Solde à la fin de la période	6 135 447 \$	2 328 103 \$	6 135 447 \$	2 328 103 \$

Bilans consolidés (non vérifiés)

	30 septembre 2009 <i>non vérifié</i>	31 décembre 2008 <i>vérifié</i>
Actif à court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 2)	14 860 644 \$	18 081 261 \$
Portion à court terme des placements (note 6)	4 521 799	1 018 987
Créances	3 828 912	6 019 715
Frais payés d'avance	102 611	169 427
	23 313 966	25 289 390
Propriétés minières (note 3)	2 330 820	2 239 474
Frais d'exploration reportés (note 4)	14 857 670	13 725 184
Immobilisations (note 5)	210 885	491 297
Placements (note 6)	4 416 093	-
Actif d'impôts futurs	1 546 100	3 182 700
Total de l'actif	46 675 534 \$	44 928 045 \$
Passif à court terme		
Comptes fournisseurs et charges à payer	378 013 \$	571 698 \$
Avoir des actionnaires		
Capital-actions (note 7)	60 709 884	61 514 951
Surplus d'apport pour attributions à base d'actions	6 135 447	6 135 447
Autre surplus d'apport	40 000	40 000
Déficit	(20 587 810)	(23 334 051)
	46 297 521	44 356 347
Total du passif et de l'avoir des actionnaires	46 675 534 \$	44 928 045 \$

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés

Flux de trésorerie consolidés (non vérifiés)

	<i>Trois mois terminés les</i> 30 septembre		<i>Neuf mois terminés les</i> 30 septembre	
	2009	2008	2009	2008
Activités d'exploitation				
Bénéfice net	737 649 \$	5 132 751 \$	2 685 193 \$	13 018 213 \$
Éléments sans incidence sur la trésorerie				
Produits de redevances appliqués en réduction de la dette à long terme	-	-	-	(11 483 138)
Participation dans les résultats d'une société satellite	6 460	-	11 769	-
Radiation de propriétés minières et des frais d'exploration reportés	-	-	73 562	-
Impôts futurs	559 200	-	1 636 600	-
Intérêts débiteurs capitalisés à la dette à long terme	-	-	-	314 964
Amortissement des immobilisations	109 365	292 578	296 697	877 826
Redevances sur le prix de l'or capitalisées à la dette à long terme	-	-	-	4 928 474
Perte (gain) de change non réalisé(e)	-	-	-	151 914
	<u>1 412 674</u>	<u>5 425 329</u>	<u>4 703 821</u>	<u>7 808 253</u>
Variation d'éléments hors caisse du fonds de roulement (note 9)	<u>551 731</u>	<u>(1 882 513)</u>	<u>2 063 934</u>	<u>(5 246 055)</u>
	<u>1 964 405</u>	<u>3 542 816</u>	<u>6 767 755</u>	<u>2 562 198</u>
Activités de financement				
Émission de capital-actions	-	160 400	-	390 600
Rachat d'actions	(646 572)	-	(732 067)	-
Frais d'émission d'actions	-	(683 834)	(11 952)	(683 834)
	<u>(646 572)</u>	<u>(523 434)</u>	<u>(744 019)</u>	<u>(293 234)</u>
Activités d'investissement				
Acquisition de placements	(4 552 161)	(6 856)	(4 533 174)	11 286 036
Investissement dans une société satellite	(790 165)	-	(3 397 500)	-
Acquisition d'immobilisations	-	-	(16 285)	-
Acquisition de propriétés minières	-	(571 554)	(91 890)	(691 554)
Frais d'exploration reportés	(561 249)	(1 210 138)	(1 205 504)	(3 553 341)
	<u>(5 903 575)</u>	<u>(1 788 548)</u>	<u>(9 244 353)</u>	<u>7 041 141</u>
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(4 585 742)	1 230 834	(3 220 617)	9 310 105
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	<u>19 446 386</u>	<u>11 593 664</u>	<u>18 081 261</u>	<u>3 514 393</u>
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	14 860 644 \$	12 824 498 \$	14 860 644 \$	12 824 498 \$

Information supplémentaire (note 9)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés

Notes afférentes aux états financiers consolidés (non vérifiées)**30 septembre 2009***L'information au 31 décembre 2008 est vérifiée.*

Ces états financiers intermédiaires doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels de MDN inc. pour l'exercice terminé le 31 décembre 2008.

1. Principales conventions comptables

Les états financiers intermédiaires ont été dressés selon le même mode de présentation et les mêmes conventions comptables que ceux utilisés dans les états financiers annuels de l'exercice terminé le 31 décembre 2008, à l'exception des modifications suivantes :

Adoption de nouvelles conventions comptables*Regroupement d'entreprises et part des actionnaires sans contrôle*

Dans le cadre des activités visant à aligner les PCGR du Canada sur les IFRS de l'IASB, les anciennes recommandations concernant les regroupements d'entreprises et la consolidation des états financiers seront remplacées par de nouvelles recommandations sur les regroupements d'entreprises (chapitre 1582 du Manuel de l'ICCA), sur les consolidations (chapitre 1601 du Manuel de l'ICCA) et sur la part des actionnaires sans contrôle (chapitre 1602 du Manuel de l'ICCA).

Dans l'ensemble, les nouvelles recommandations entraînent l'évaluation des acquisitions d'entreprises à la juste valeur des entités acquises ainsi que le passage, de manière prospective, de l'approche de l'entité consolidante pour la théorie de consolidation (l'entité consolidante comptabilisant les valeurs comptables attribuables à la part des actionnaires sans contrôle) à l'approche de l'entité économique (l'entité consolidante comptabilisant les justes valeurs attribuables à la part des actionnaires sans contrôle). Les sociétés peuvent, en vertu des nouveaux PCGR du Canada et des IFRS de l'IASB, choisir de comptabiliser ou non la juste valeur de l'écart d'acquisition attribuable à la part des actionnaires sans contrôle, relativement à chaque acquisition.

Au 30 juin 2009, la Société a décidé de retarder l'adoption de ces recommandations au 1^{er} janvier 2011 (tel que permis par le Manuel de l'ICCA) et ainsi, elle annule l'adoption anticipée qu'elle avait annoncée dans ses états financiers du 31 mars 2009.

Fondements conceptuels des états financiers

Le chapitre 1000 « Fondements conceptuels des états financiers » qui précise les critères de comptabilisation d'actif et de passif faisant en sorte qu'ils ne sont dorénavant pas comptabilisés strictement sur la base du rapprochement des produits et des charges. Ces modifications qui clarifient également le moment de la comptabilisation des charges n'ont pas eu d'incidence sur les états financiers de la Société.

CPN 173 : Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers

Le 20 janvier 2009, l'ICCA a publié l'abrégé CPN 173 qui établit que le risque de crédit propre à l'entité et le risque de crédit de la contrepartie doivent être pris en compte dans la détermination de la juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers, y compris les instruments dérivés. L'application de cette norme n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers de la Société.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (non vérifiées)**30 septembre 2009***L'information au 31 décembre 2008 est vérifiée.***1. Principales conventions comptables** (suite)**Adoption de nouvelles conventions comptables** (suite)*CPN 174 : Frais d'exploration minière*

Le 27 mars 2009, l'ICCA a publié l'abrégé CPN 174 afin de fournir des indications supplémentaires aux entreprises d'exploration minière sur les circonstances où il est nécessaire d'effectuer un test de dépréciation. Ce CPN a été appliqué au cours de l'exercice. L'application de cette norme n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers de la Société.

D'autres nouvelles normes ont été publiées, mais elles ne devraient pas avoir d'impact significatif sur les états financiers de la Société.

Modification d'une convention comptable – Constatation des produits

Afin que les revenus de redevances provenant de l'exploitation d'une propriété minière soient comptabilisés dans la période au cours de laquelle ils ont été gagnés, ceux-ci sont maintenant constatés lorsque leur encaissement est raisonnablement assuré et que la Société est en mesure d'en estimer la distribution avec suffisamment de précision. Auparavant, ces revenus étaient constatés uniquement lors de la divulgation du montant par le partenaire opérateur. Le partenaire opérateur n'étant pas dans l'obligation et ayant cessé ainsi de divulguer le montant de la distribution sur une base trimestrielle, aucun montant n'a été divulgué depuis le 1^{er} janvier 2009 et la Société a donc jugé nécessaire d'apporter cette modification.

Utilisation d'estimations

La présentation des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada exige que la direction ait recours à des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés, sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels ainsi que sur les montants des produits et des charges comptabilisés.

Les estimations importantes comprennent les revenus de redevances, les actifs et les passifs d'impôt futurs, les propriétés minières et les frais d'exploration reportés ainsi que certaines charges à payer. Il est donc possible que les résultats réels diffèrent de ces estimations.

Modifications comptables futures*Harmonisation des normes canadiennes et internationales*

En avril 2008, l'ICCA a publié un exposé-sondage qui exige la transition aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») à titre de lignes directrices en vue du remplacement des PCGR du Canada tels qu'ils sont actuellement employés par les entités canadiennes ayant une obligation publique de rendre des comptes. La transition aura lieu au plus tard pour les exercices débutant à compter du 1^{er} janvier 2011. Par conséquent, la Société prévoit que les états financiers intermédiaires pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2011 et les états financiers annuels pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011 seront les premiers qu'elle présentera conformément aux IFRS. Les IFRS reposent sur un cadre conceptuel semblable à celui des PCGR du Canada, mais il y a d'importantes différences quant aux exigences en matière de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information à fournir.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (non vérifiées)**30 septembre 2009***L'information au 31 décembre 2008 est vérifiée.*

1. Principales conventions comptables (suite)**Modifications comptables futures (suite)***Harmonisation des normes canadiennes et internationales (suite)*

La liste qui suit répertorie les principaux domaines où les modifications de conventions comptables devraient avoir une incidence sur les états financiers de la Société. Cette liste ne devrait pas être considérée comme une liste exhaustive des modifications qui découleront de la conversion aux IFRS. Elle vise à mettre en relief les domaines que la Société juge les plus importants; toutefois, l'analyse des modifications n'est pas terminée et le choix de conventions comptables en vertu des IFRS, le cas échéant, n'a pas été arrêté. Les organismes de réglementation qui promulguent les PCGR du Canada et les IFRS mènent d'importants projets sur une base continue, lesquels pourraient avoir une incidence sur les différences finales entre les PCGR du Canada et les IFRS, et sur leurs répercussions sur les états financiers de la Société au cours des années à venir. La liste qui suit porte sur les normes qui existent en fonction des actuels PCGR du Canada et IFRS. Pour le moment, la Société n'est toutefois pas en mesure de quantifier de façon fiable l'incidence prévue de ces différences sur ses états financiers. Les normes sont les suivantes :

Immobilisations corporelles (IAS 16);
Dépréciation d'actifs (IAS 36);
Prospection et évaluation des ressources minérales (IFRS 6);
Paiement fondé sur des actions (IFRS 2).

De plus, l'IFRS 1 donne des directives sur l'approche générale à prendre lorsque les IFRS sont adoptés pour la première fois. Le principe fondamental de l'IFRS 1 est l'application rétrospective des IFRS valides à la date de l'adoption initiale. IFRS 1 réalise qu'une pleine application rétrospective peut ne pas être possible ou appropriée dans toutes les situations et prescrit :

- a) des exemptions à certains aspects spécifiques de certains IFRS dans la préparation du bilan d'ouverture; et
- b) des exemptions obligatoires dans l'application rétrospective de certains IFRS.

De plus, afin de s'assurer que les états financiers contiennent de l'information de haute qualité qui est transparente aux utilisateurs, IFRS 1 contient des obligations de divulgation pour mettre en évidence les changements faits aux états financiers suite à la convergence IFRS. La Société analyse les divers choix de conventions comptables et mettra en œuvre celles qu'elle jugera les plus appropriées à sa situation. La Société n'a pas encore déterminé l'incidence financière totale de l'adoption des IFRS 1 sur ses états financiers.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (non vérifiées)

30 septembre 2009

L'information au 31 décembre 2008 est vérifiée.

2. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	30 septembre 2009	31 décembre 2008
Encaisse	13 455 372 \$	1 733 634 \$
Encaisse détenue pour travaux d'exploration	4 678	9 019
Fonds du marché monétaire	1 400 594	-
Dépôts à terme, taux variable (entre 0,3 % et 0,45 %)	-	16 238 608
Dépôt à terme, taux de 0,5 %, détenu pour travaux d'exploration	-	100 000
	14 860 644 \$	18 081 261 \$

3. Propriétés minières

	30 septembre 2009		31 décembre 2008	
	Intérêts	Montant	Intérêts	Montant
Propriétés				
Tanzanie				
Kunga (Viyonza)	65 % – 100 %	904 785 \$	65 % – 100 %	904 785 \$
Simba (Isambara)	100 %	645 252	100 %	645 252
Baraka (PL-1561-1562)	90 %	169 478	90 %	169 478
Baraka (PL-2479)	100 %	114 188	100 %	79 298
Ikungu	60 %	57 000	- %	-
Québec				
Lac Shortt	50 %	170 461	50 %	170 461
Lespérance	50 %	78 000	50 %	78 000
Le Tac	50 %	43 052	50 %	43 052
Barlow Est	100 %	60 000	100 %	60 000
Barlow Ouest	100 %	60 000	100 %	60 000
Autres propriétés	100 %	28 604	100 %	29 148
		2 330 820 \$		2 239 474 \$

En 2009, le solde des autres propriétés tient compte de la radiation de la propriété Lozeau au montant de 544 \$.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (non vérifiées)**30 septembre 2009***L'information au 31 décembre 2008 est vérifiée.***4. Frais d'exploration reportés**

Le tableau suivant présente les variations aux frais d'exploration reportés :

	31 décembre 2008	Frais d'exploration	Réductions	30 septembre 2009
Propriétés				
Tanzanie				
Tulawaka	220 276 \$	21 800 \$	-	242 076 \$
Simba (Isambara)	3 250 204	638 479	-	3 888 683
Baraka (PL1561-1562)	252 986	36 843	-	289 829
Baraka (PL-2479)	259 553	17 421	-	276 974
Kunga (Viyonza)	5 036 308	157 427	-	5 193 735
Msasa	477 707	40 331	-	518 038
Ikungu	22 799	216 494	-	239 293
Québec				
Lac Shortt	1 202 121	698	(300)	1 202 519
Lespérance	359 644	16 068	(6 877)	368 835
Le Tac	657 639	98 154	(42 010)	713 783
Clairy	445 047	-	-	445 047
Des Meloïses	785 634	860	(368)	786 126
Isle Dieu	474 941	16 935	(7 248)	484 628
Barlow Est	74 705	695	(297)	75 103
Barlow Ouest	74 705	695	(297)	75 103
Autres propriétés	130 915	-	(73 017)	57 898
	13 725 184 \$	1 262 900 \$	(130 414)\$	14 857 670 \$

Les réductions des frais d'explorations reportés sont attribuables à la radiation de la propriété Lozeau (73 017 \$) située au Québec et au crédit de droits miniers remboursable pour perte et au crédit d'impôt remboursable relatif aux ressources (57 397 \$).

Notes afférentes aux états financiers consolidés (non vérifiées)

30 septembre 2009

L'information au 31 décembre 2008 est vérifiée.

5. Immobilisations

	30 septembre 2009		31 décembre 2008
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette
			Valeur nette
<i>Immobilisations corporelles</i>			
Équipement d'exploration	20 866 \$	12 810 \$	8 056 \$
Mobilier et équipement	38 584	12 668	25 916
Matériel informatique	40 899	22 859	18 040
	<u>100 349</u>	<u>48 337</u>	<u>52 012</u>
<i>Actif incorporel</i>			
Frais d'exploration	1 497 360	1 338 487	158 873
	<u>1 597 709 \$</u>	<u>1 386 824 \$</u>	<u>210 885 \$</u>
			491 297 \$

6. Placements

	30 septembre 2009	31 décembre 2008
Minéraux Crevier inc. – Société satellite		
57 500 actions catégorie A, représentant 28,75 % des actions avec droit de vote en circulation, à la valeur de consolidation	813 231 \$	-
Débiteure convertible, 2 %, sans modalités de remboursement, échéant en décembre 2015 (a)	1 500 000	-
Dépôt sur acquisition d'actions (b)	1 072 500	-
	<u>3 385 731</u>	<u>-</u>
Dépôt à terme, taux variant de 0,25 % à 1,35 %	2 000 000	1 018 987
Obligations, taux variant de 3,6 % à 5,65 %, échéant d'octobre 2009 à décembre 2010	3 552 161	-
	<u>8 937 892</u>	<u>1 018 987</u>
Moins : Portion à court terme	<u>(4 521 799)</u>	<u>(1 018 987)</u>
	<u>4 416 093 \$</u>	Néant \$

- a) La débenture et les intérêts courus peuvent être remboursés en tout temps au gré de Minéraux Crevier inc. « Crevier ». La débenture et les intérêts courus sont convertibles au gré de Crevier en actions catégorie A de Crevier à des prix variant de 0,70 \$ à 2,10 \$ par action avant l'échéance et à 10,00 \$ par action à l'échéance.
- b) La Société s'est engagée à financer 2 000 000 \$ de frais d'exploration de Crevier d'ici au 31 mai 2010, lui donnant droit d'acheter 10 % additionnel des actions catégorie A pour un montant de 1 000 000 \$. Au 30 septembre 2009, un montant de 1 072 500 \$ avait été déjà financé.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (non vérifiées)

30 septembre 2009

L'information au 31 décembre 2008 est vérifiée.

7. Capital-actions

Au cours de la période, la Société a racheté 1 247 500 actions ordinaires pour un montant de 732 067 \$ en espèces, portant ainsi le nombre d'actions ordinaires émises à la fin de la période à 94 077 913. Le capital déclaré de ces actions était de 805 067 \$, l'excédent de la contrepartie donnée sur le capital déclaré a réduit le déficit.

Bons de souscription

Le tableau suivant résume la situation des bons de souscription :

	30 septembre 2009		31 décembre 2008	
	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré
En circulation au début de la période	2 133 154	0,99 \$	29 437 571	1,17 \$
Attribués	-	- \$	110 000	1,00 \$
Exercés	-	- \$	(5 000)	1,00 \$
Échangés	-	- \$	(19 009 417)	1,00 \$
Annulés	(1 733 154)	1,00 \$	(8 400 000)	1,60 \$
Expiration de droits d'exercice au prix de levée de 1,50 \$	-	1,50 \$	-	- \$
En circulation à la fin de la période	400 000	1,06 \$	2 133 154	0,99 \$

Le tableau suivant présente une information supplémentaire sur les bons de souscription à la fin de la période :

	Prix d'exercice	Nombre	Échéance
	2,00 \$	100 000	2009-12-31
	0,75 \$	300 000	2010-12-05

Régime d'options d'achat d'actions

Le tableau suivant résume la situation du régime d'options d'achat d'actions :

	30 septembre 2009		31 décembre 2008	
	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré
Options au début de la période	4 464 438	0,78 \$	5 138 445	0,75 \$
Exercées	-	- \$	(624 007)	0,56 \$
Annulées	(580 000)	1,00 \$	(50 000)	0,65 \$
Options à la fin de la période	3 884 438	0,75 \$	4 464 438	0,78 \$
Options pouvant être exercées à la fin de la période	3 884 438	0,75 \$	4 464 438	0,78 \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés (non vérifiées)**30 septembre 2009***L'information au 31 décembre 2008 est vérifiée.***7. Capital-actions (suite)***Régime d'options d'achat d'actions (suite)*

Au 30 septembre 2009, 3 884 438 options étaient en circulation à des prix d'exercice allant de 0,45 \$ à 1,17 \$ avec une durée contractuelle moyenne pondérée restante de 4,34 ans.

Le tableau suivant présente une information supplémentaire sur le régime d'options d'achat d'actions à la fin de la période :

<i>Fourchette de prix</i>	Nombre	Durée contractuelle résiduelle moyenne pondérée (années)	Prix d'exercice moyen pondéré
0,45 \$ – 0,50 \$	1 225 000	5,71	0,48 \$
0,73 \$ – 0,76 \$	450 000	6,27	0,75 \$
0,80 \$ – 0,84 \$	609 438	1,79	0,81 \$
0,90 \$ – 0,91 \$	1 490 000	3,97	0,91 \$
1,10 \$ – 1,17 \$	110 000	0,45	1,17 \$

8. Instruments financiers et gestion des risques*Risque de marché*

La Société est exposée à la fluctuation des cours du prix de l'or du fait que celui-ci influence la rentabilité potentielle des propriétés minières détenues par la Société et a donc un impact sur la décision d'aller ou non en production.

Risque de change

La Société réalise ses produits de redevances et encourt des frais d'exploration en dollars américains. Conséquemment, elle est exposée au risque de change relié aux variations de cette monnaie.

La Société a recours occasionnellement à divers types de contrats de change. Au cours de la période terminée le 30 septembre 2009, la Société n'a utilisé aucun contrat de vente à terme.

Risque de crédit

Le seul risque de crédit auquel la Société est exposée est relatif aux créances d'autres partenaires suite au partage de frais d'exploration. La Société considère que ce risque est minimisé par la dilution de l'intérêt des partenaires dans les propriétés survenant un défaut de paiement.

La Société place ses espèces et quasi-espèces dans des titres de haute qualité, entièrement garantis, émis par des institutions financières.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (non vérifiées)**30 septembre 2009**

L'information au 31 décembre 2008 est vérifiée.

8. Instruments financiers et gestion des risques (suite)*Risque de liquidité*

La Société gère son risque de liquidité par l'utilisation de budgets permettant de déterminer les fonds nécessaires pour faire face à ses plans d'exploration. La Société s'assure aussi que le fonds de roulement disponible est suffisant pour faire face à ses obligations courantes.

9. Flux de trésorerie

	<i>Trois mois terminés les</i> <i>30 septembre</i>		<i>Neuf mois terminés les</i> <i>30 septembre</i>	
	<u>2009</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2008</u>
Variation d'éléments hors caisse du fonds de roulement				
Actif à court terme, diminution (augmentation)				
Créances	768 507 \$	(2 052 770)\$	2 190 803 \$	(5 795 059)\$
Frais payés d'avances	(51 037)	(4 116)	66 816	(6 384)
Passif à court terme, augmentation (diminution)				
Comptes fournisseurs et charges à payer	(165 739)	174 373	(193 685)	555 388
	<u>551 731 \$</u>	<u>(1 882 513)\$</u>	<u>2 063 934 \$</u>	<u>(5 246 055)\$</u>

Information supplémentaire sur les opérations sans incidence sur la trésorerie :

	<i>Trois mois terminés les</i> <i>30 septembre</i>		<i>Neuf mois terminés les</i> <i>30 septembre</i>	
	<u>2009</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2008</u>
Gain de change non réalisé attribué au prêt à recevoir	- \$	- \$	- \$	(206 197)\$
Frais d'exploration reportés transférés aux immobilisations	- \$	1 497 360 \$	-	1 497 360 \$
Réduction de la dette à long terme appliquée en réduction du prêt à recevoir	- \$	- \$	- \$	2 010 788 \$
Gain de change non réalisé attribué à la dette à long terme	- \$	- \$	- \$	358 111 \$
Émission de bons de souscription en contrepartie de frais d'émission d'actions	- \$	- \$	- \$	14 811 \$

10. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés conformément à la présentation des états financiers de l'exercice.